



## Allocution de Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris

**Monsieur le Premier ministre, cher Manuel Valls,  
Monsieur le président de l'Association des  
maires de France, cher François Baroin,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les maires de France,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Chers collègues,**

Bienvenue à Paris.

Je suis heureuse de vous accueillir ici, vous qui faites vivre partout en France cette démocratie concrète et quotidienne qui est au fondement de la République.

A l'occasion de ce qui est notre premier rassemblement depuis les élections municipales, je tiens à saluer chacune et chacun d'entre vous qui avez été élus ou réélus lors des dernières élections municipales.

Je tiens aussi à remercier notre ancien président, Jacques Pélissard.

Merci...

...Jacques Pélissard, qui a porté avec beaucoup de fidélité et d'authenticité la voix des maires de France.

Je veux, bien sûr, remercier, saluer et féliciter chaleureusement François Baroin et la nouvelle équipe dirigeante de notre Association. Je fais confiance à son discernement, à son souci d'équilibre, à son humanisme pour porter la voix de tous les maires.

Je sais qu'avec André Laignel, il saura faire entendre et faire valoir, mes chers collègues, ce que nous sommes et ce que nous faisons.

Et derrière nous, je place tout ce qui fait la vie d'un maire, quelle que soit notre sensibilité politique, quelle que soit la dimension ou la localisation de

nos communes, je pense à l'expérience quotidienne du terrain, au dialogue sans filet avec nos concitoyens, à la nécessité de rassembler, au souci de protéger, à l'obsession que nous avons de trouver une solution à chaque problème et une réponse à chaque question

Cette expérience, nous la partageons avec vous, Monsieur le Premier ministre, cher Manuel Valls, vous qui avez été maire d'une des grandes villes de notre région Ile-de-France.

Je pense au souci d'efficacité qui nous aiguillonne en permanence. Je pense, enfin, à ce pragmatisme qui est une des dimensions de l'humanisme républicain et qui nous conduit à décliner au plus près de la réalité les valeurs de la démocratie.

Au seuil de nos mandats respectifs, et portés par la dynamique de notre élection, nous avons tous, ici, à cœur de servir nos concitoyens et de tenir nos engagements. Nous sommes tous persuadés que la proximité est une condition de la démocratie et que chacune de nos communes offre aux citoyens la possibilité de rencontrer une République à visage humain et à échelle humaine.

Ne perdons jamais de vue, au cours des six prochaines années, cette communion républicaine dont notre pays a tant besoin. Honorons à la fois fidèlement et fièrement la confiance que les Français ont manifestée au mois de mars dernier.

Je parle, en effet, de fidélité et de fierté à l'heure où les collectivités s'imposent comme des acteurs essentiels au sein de la gouvernance mondiale. La belle intuition selon laquelle l'universel, c'est le local, est aujourd'hui largement reprise et partagée sur tous les continents. Il me semble qu'elle nous

concerne et qu'elle concerne nos communes et nos métropoles.

Assumons nos particularités locales, l'histoire, la géographie, l'âme de nos communes, et nous serons à même de faire prévaloir au quotidien les valeurs universelles, humanistes en lesquelles nous croyons.

Monsieur le Premier ministre, il m'apparaît comme une évidence que la République, dans la crise qu'elle traverse, a besoin de ses élus locaux et je sais que vous en êtes convaincu.

A l'heure où les Français doutent de l'efficacité de la parole publique, de l'action publique, ce sont bien les maires qui, dans ces circonstances, à la fois difficiles et dangereuses, continuent d'assumer les promesses du Pacte républicain.

Nous écoutons les Français dans nos permanences d'élus, lors de nos déplacements quotidiens sur le terrain. Nous leur répondons. Nous les protégeons de la précarité, de l'exclusion, de l'isolement, du désespoir que suscitent les inégalités de notre société.

Nous impliquons les citoyens dans le cadre des conseils de quartier, des réunions publiques, des consultations et parfois même, comme nous l'avons fait à Paris, en leur permettant de voter directement sur l'affectation de leur budget.

Et nous nous battons pour eux quand il faut construire des logements, des crèches, des transports publics, ou veiller à la défense et à la promotion d'un vrai tissu entrepreneurial. Nous valorisons nos territoires avec les entreprises et tous les acteurs de l'économie. Nous maintenons, coûte que coûte, un niveau de confiance indispensable à la santé de la démocratie.

C'est la raison pour laquelle je souhaite dire à quel point nous avons besoin de dialogue et d'action pour, ensemble, échelons local et national, redresser notre pays.

Tous, ici, nous sommes conscients des difficultés bien réelles auxquelles nous devons faire face dans un contexte économique difficile.

Etant responsables et indécis pour sortir notre pays de la crise, nous partageons les efforts et nous sommes constructifs, mais en restant ce que nous sommes, des maires qui misent avant tout, pour sortir de la crise sur la créativité, l'initiative et l'engagement quotidien de nos concitoyens.

Les collectivités territoriales, les communes ne sont donc pas un problème pour notre pays. Elles sont,

au contraire, une partie de la solution. En France, comme partout dans le monde, l'échelle locale s'impose comme le centre de gravité des politiques publiques. La décentralisation, la confiance dans les territoires et leurs acteurs, le dialogue constructif avec l'Etat, le respect, tracent la seule perspective efficace et moderne. Nous avons donc notre rôle à jouer pour relever les défis économiques et écologiques auxquels fait face notre pays. Et ce rôle, nous l'assumons.

Nous l'assumons quand la maire d'une petite commune, elle est présente dans cette salle, trouve le moyen de diviser par deux le coût de la mutuelle de ses administrés. Nous l'assumons quand, par exemple, à l'initiative de ma ville, plusieurs villes européennes s'unissent pour faire de la commande publique un instrument de création de nouvelles filières industrielles, jouant à la fois un rôle dans l'économie mais aussi dans la transition écologique. Nous l'assumons, enfin – et je veux leur rendre hommage – quand des villes comme Lyon, Bordeaux ou Paris, bâtissent leur métropole dans le dialogue avec leurs voisins.

Il est donc évident que les collectivités assumeront leur part de l'investissement dans l'avenir.

Il est donc indispensable de miser sur l'investissement des collectivités.

Nous construisons des logements, des écoles, des crèches, des bibliothèques, des stades, des tramways, d'autres équipements fondamentaux pour la société française, pour l'économie de notre pays et pour l'avenir des générations futures. Nous remplissons les carnets de commandes d'une industrie du bâtiment dont un tiers des entreprises étaient défailtantes l'an dernier. C'est, enfin, en faisant le choix de l'innovation dans tous les domaines, que nous donnons leur chance à de nombreuses entreprises, des start-ups, des petites, des moyennes entreprises, qui peuvent grandir et faire grandir notre pays.

Quand elle emprunte pour construire une nouvelle école ou pour améliorer son réseau de transport, une commune n'entrave pas son avenir ni l'avenir du pays, elle le prépare. Et d'ailleurs, les générations futures seraient à même de nous demander de rendre des comptes si nous leur cédions la place, quand le temps sera venu pour elles, avec un retard d'infrastructures et d'équipements à rattraper.

Nous voulons pouvoir gérer, dans nos communes, l'équilibre entre une forme d'art de vivre propre à chaque ville, à chaque quartier, et les exigences uniformes de l'attractivité touristique.

Nous voulons, en un mot, pouvoir nous battre avec

nos armes pour les objectifs qui nous sont communs : l'avenir de notre pays, l'avenir de nos communes.

C'est avec un souci de solidarité que Paris s'engage aussi dans cette bataille. Solidarité financière vis-à-vis des autres communes dans le cadre des dispositifs de péréquation qui sont des instruments de l'égalité et de la justice. Solidarité au moment où nous construisons le Grand Paris. Solidarité culturelle, alors que se profile à l'horizon une candidature à l'exposition universelle qui, je le dis et je l'assume, aura du sens parce qu'elle mettra en valeur non seulement notre capitale et le Grand Paris mais toutes les communes de notre pays. Solidarité environnementale aussi, alors que

nous nous apprêtons à accueillir l'année prochaine la grande conférence décisive sur le climat pour l'avenir de la planète.

Et là encore, Paris saura faire valoir la voix des communes dans le concert des nations.

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est cette voix des communes que nous portons ici, à Paris, avec passion, au nom de tout ce qui nous rassemble.

Vive les maires, vive les communes de France, vive la République et vive la France !

Merci.